

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

LE NÉCESSAIRE JOURNALISME ÉCONOMIQUE



Nouvelle série
Décembre 2022

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



LE NÉCESSAIRE JOURNALISME ÉCONOMIQUE

Nouvelle Série
N°5, décembre 2022
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, n°5, 2022

Directeur de publication : Mamadou Ndiaye, Directeur du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de Dakar (Sénégal)

Responsable scientifique : Alioune Dieng, Professeur des Universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Comité Scientifique :

Marc-François Bernier, professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien At choua, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric Lambert, professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Lamine Ndiaye, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Anne Piponnier, professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya Diabi, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie Lenoble-Bart, professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge Théophile Balima, professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola Soncini, professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Alioune Diané, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Modou Ndiaye, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules Bizimana, professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor Faye, maître de conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)

Diégane Sène, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Moustapha Samb, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Namoin Yao – Baglo, maître de conférences, ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha Mbengue, maître de conférences, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril Diakhaté, maître de conférences, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre Kouakou, maître de conférences, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Comité de lecture :

Dr Dominique-François Mendy, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Marième Pollèle Ndiaye, UFR CRAC, Université Gaston Berger, (Sénégal)

Dr Mohamed Sakho Jimbira, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine (France)

Dr Sokhna Fatou Seck SARR, UFR CRAC, Université Gaston Berger (Sénégal)

Comité de rédaction :

Dr Mouminy Camara, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Dakar, Sénégal)

Dr Sahite Gaye, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Dakar, Sénégal)

Dr Faoumata Bernadette Sonko, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Papa Issakha Dieng, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Nouvelle Série, n°5

LE NÉCESSAIRE JOURNALISME ÉCONOMIQUE

Numéro coordonné et édité par Alioune Dieng,
Professeur titulaire



UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION (CESTI)
(CESTI)

Décembre 2022

Illustration de couverture : Alioune Dieng

© CESTI
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614
Tous droits réservés

Maquette de couverture : paysage côtier sénégalais (les Routes de l'Émergence)

Composition et mise en page : Professeur Alioune Dieng

Contacts :
Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Adresses :
Revue Africaine de Communication
CESTI/UCAD, BP 5005, Dakar-Fann, Sénégal
Emails : infos.cesti@gmail.com ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Impression : MCGSI, Avenue Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LE NÉCESSAIRE JOURNALISME ÉCONOMIQUE

1- **BURGUN Isabelle**

Transmettre l'esprit critique en temps de pandémie / Transmitting critical thinking in time of pandemic 3-15

2- **SÈNE Moustapha, NDIAYE Mamadou**

Les leçons de la pandémie du Covid-19 comme polycrise et les normes à (ré)-inventer d'une formation au journalisme en sciences, environnement et santé (JSSS) / Lessons from the Covid-19 pandemic as a polycrisis and standards to (re)-invent for journalism training in science, environment and health (JSSS) 17-40

3- **NDIAYE Marième Pollèle**

La communication scientifique en quête de sens : le cas de la prévention des risques liés aux bio-invasions au nord du Sénégal / Scientific communication in search of meaning: the case of bioinvasion risk prevention in northern Senegal 41-63

4- **DIAW Abdou**

Diffusion des résultats de la recherche au Sénégal par les journalistes scientifiques : la voie du salut ? / Popularizing of research results in Senegal by scientific journalists : is this the way of salvation ? 65-78

5- **CORRÉA Patrice**

Communication publique sur la pandémie du Covid 19. L'exemple du Sénégal / From international to national: public communication on the Covid 19 pandemic. The example of Senegal 79-93

DEUXIÈME PARTIE : VARIA

6- **DIENG Alioune**

Le « commerce » dans l'épistémologie socratique de Montaigne / The "trade" in Montaigne's socratic epistemology 97-112

7- **SERY Lolo Dérock**

La vérité médiatique à l'épreuve du doute cartésien / Media truth in the light of cartesian doubt 113-127

8- **CAMARA Mouminy**

Les stratégies de « présentation de soi » : mise en scène sémio-discursive des affiches électorales de la présidentielle de 2019 au Sénégal / "Self-presentation" strategies : semio-discursive staging of electoral posters for the 2019 presidential election in Senegal 129-154

LE NÉCESSAIRE JOURNALISME ÉCONOMIQUE

DE L'INTERNATIONAL AU NATIONAL : LA COMMUNICATION PUBLIQUE SUR LA PANDÉMIE DU COVID 19. L'EXEMPLE DU SÉNÉGAL

FROM INTERNATIONAL TO NATIONAL: PUBLIC COMMUNICATION ON THE COVID 19 PANDEMIC. THE EXAMPLE OF SENEGAL

CORRÉA Patrice
Université Gaston Berger, Sénégal

Résumé

Cet article pose la problématique suivante : la communication publique peut-elle rester dans ses prérogatives théoriques en période de crise ? En s'inspirant de la matrice discursive des institutions internationales, la communication des institutions publiques sénégalaises s'est construite entre le global et le local et s'est déployée, dans un contexte exceptionnel, vers la communication politique, sanitaire et la communication de gestion de crise. C'est le sens que cet article tente de mettre en exergue en prenant l'exemple sénégalais. L'objectif recherché est de démontrer que la spécialité en communication ne résiste pas aux effets des situations de crise où toutes les dimensions peuvent se rejoindre pour former une approche totale. L'intérêt de cet article est d'inviter à relativiser des formes de communication et des spécialisations dans les efforts de théorisation et de définition, notamment dans des situations de crise. En effet, la communication publique a dû s'allier à d'autres sensibilités pour gagner en efficacité.

Mots clés : Covid 19, pandémie, communication publique, crise, résilience.

Abstract

This article poses the following problem: can public communication remain within its theoretical prerogatives in times of crisis? Inspired by the discursive matrix of international institutions, the communication of Senegalese public institutions has been built between the global and the local and has been deployed, in an exceptional context, towards political communication, health and crisis management communication. This is the sense that this article tries to highlight by taking the Senegalese example. The objective is to show that the specialty in communication does not resist the effects of crisis situations where all dimensions can join to form a total approach. The interest of this article is to invite to relativize forms of communication and specializations in the efforts of theorization and definition, especially in crisis situations. Indeed, public communication has had to ally itself with other sensibilities to gain in efficiency.

Keywords:

Covid 19; Pandemic; Public communication; Crisis; Resilience.

INTRODUCTION

La pandémie du Covid 19 a suscité ce que Ogien (2004) appelle une « panique morale » et a obligé les États à prendre des mesures exceptionnelles : fermeture entière ou partielle des frontières, restrictions des libertés publiques, suspension ou cessation des activités scolaires et universitaires, report des grands événements religieux, sportifs, culturels, observance d'une distanciation dans les interactions sociales, port de masque... Au-delà de la gravité que traduisent ces décisions inédites, c'est l'idée d'une crise mondiale, au sens d'un dysfonctionnement des systèmes, des institutions et des projets, qui émerge. Or, pour questionner cette situation exceptionnelle, les sciences de l'information et de la communication peuvent cibler, à partir de la *crisologie* (Morin, 2012), une double problématique : interroger la « mise en mots » d'une pandémie relevant de l'ordre de « l'innommable » et analyser les enjeux de la « surabondance » ou de la tonalité communicationnelle dans l'espace public. Cette réflexion peut être menée un peu partout. Pour notre part, elle va être appréhendée de l'échelle globale au local, de l'international au national, c'est-à-dire en partant de l'expérience sénégalaise.

Cet article s'efforce d'examiner l'énonciation internationale des acteurs institutionnels sur le Covid 19 ainsi que ses effets sur la communication publique et politique au Sénégal. Deux types de communication seront mis en débat : la communication publique internationale et la communication des institutions publiques sénégalaises. Si la communication publique est analysée comme celle des institutions publiques, elle semble prendre d'autres dimensions, notamment politique et satirique, dans un contexte de crise inédite.

Les prédictions quasi « apocalyptiques » de dirigeants d'institutions internationales, en ayant donné l'impression de l'existence d'un thésaurus propre à l'Afrique, ont été mal accueillies. Ces préjugés ne rappellent pas seulement une Afrique de la « misère du monde » (Bourdieu, 1993) mais surtout un continent incapable de faire preuve de résilience. Du discours macabre d'Antonio Guterres aux propos catastrophistes de Tedros Adhanom Ghebreyesus en passant par le rejet de la solution malgache contre la pandémie par l'OMS, tout semble ôter au continent ses forces de résilience. Autant de faits qui réveillent une vieille anthropologie misérabiliste. À partir de là, les discours pessimistes sur l'Afrique n'ont pas tenu compte de l'interdépendance des sociétés, de l'articulation global-local au point de négliger la circulation du danger entre les différentes parties du monde ainsi que les capacités de résilience, qui ne relèvent pas forcément des systèmes de santé *stricto sensu*.

En effet, deux ans après son apparition et en dépit de l'ampleur de ses dégâts, la pandémie a moins frappé l'Afrique que l'Europe et les États-Unis d'Amérique, au moins sur le plan humain. Cette surprenante situation montre un contraste entre la rhétorique du chaos formulée par d'éminentes personnalités occidentales et la relative bonne résistance des sociétés africaines, quasiment promises à la décimation. Comment expliquer cette relative résistance de l'Afrique ?

1. Du cadrage théorique

Les résultats visés par l'analyse, dans cet article, sont relatifs à la construction des récits ou la « mise en mot » de la crise provoquée par la pandémie du Covid 19 et aux mutations ou aux adaptations imposées à la communication publique des institutions sénégalaises. Elle examine la « profusion » ainsi que la « résonance des mots » pour en faire ressortir les implicites communicationnels avec leurs diverses dimensions. Une telle problématique suggère l'existence d'un faisceau relationnel de courants et de modèles communicationnels, sur le plan théorique, au point qu'une seule approche de la communication peut paraître contre-performante. En effet, entre la communication publique internationale et celle des institutions publiques nationales, d'une part, la communication politique et celle de gestion de crise, d'autre part, la différence des logiques peut être source d'assonances ou de dissonances, de convergences ou de divergences dans la formulation du processus crise. Autrement dit, comment la communication publique des institutions sénégalaises est partagée entre les « injonctions » internationales, les impératifs locaux et les exigences d'une gestion de la panique ? Cela implique d'intégrer dans l'analyse une confluence paradigmatique. Ainsi peuvent cohabiter la communication internationale, la communication publique, la communication politique et la communication de gestion de crise, en ayant en ligne de mire le fait que les implications conceptuelles et les enjeux peuvent converger ou diverger selon les objectifs recherchés.

Pour éviter les confusions dans le choix paradigmatique, la préférence a porté sur la formule « communication des institutions internationales ». Celle-ci implique le double caractère de « l'officialité » et de la « communauté de nation », renvoyant ainsi à la fois à « un instrument stratégique et un espace multidimensionnel » (Valentine, 2001). Aussi, elle consiste à une gestion « d'intérêts divergents et d'idéologies opposées » et requiert, pour son énonciateur, des critères de « diplomatie, discernement et distanciation » (*Ibidem*). La formulation, « communication des institutions internationales », a l'avantage de ne pas centrer le sens fondamental sur l'activité des États, en dialogue avec celle de « communication internationale », qui fait référence à

une forme plus large, ou avec celle de « communication globale », plus orientée vers le monde des entreprises ou encore avec celle de « mondialisation de la communication », faisant allusion à des processus mondiaux beaucoup plus complexes en interactions et en transactions de flux. Sous un autre angle, il faut y insérer la communication de crise ou celle en temps de crise.

2. Du flou et de l'inefficacité de la communication publique internationale

À l'échelle mondiale, sur le plan informationnel et communicationnel, la béance provoquée par le Covid 19 (Morin, 2012 : 135) a entraîné un flou sémantico-conceptuel du fait de « l'insaisissabilité »¹ du phénomène. La terminologie appliquée à la pandémie est caractérisée à la fois par sa pluralité, sa richesse² et par sa complexité au point de mettre à rude épreuve les catégories conceptuelles habituelles et d'engendrer des problèmes épistémologiques (Coste & al., 2020). Ces difficultés ont contribué à rendre inefficace la communication des institutions publiques internationales comme celle des scientifiques. Les énonciations légitimes ou officielles ont généré une variation d'occurrences pour nommer les caractéristiques d'une maladie inédite. Finalement, c'est à une confusion conceptuelle que cela a abouti avec l'inévitable paradoxe à partir du moment où le langage « médico-scientifique », réputé rigoureux, devait composer avec celui des médias, fait pour le grand public, donc « simplificateur ». Comme dans une foire aux mots et aux sens, l'usage répété des termes « épidémie », « pandémie », « crise sanitaire mondiale », « crise sanitaire internationale », etc. expose, d'une part, les symptômes d'une communication indélicate, voire inefficace, d'autre part, il révèle la complexité qui a dessiné le cratère « mille-feuille » de la communication en ces temps de crise sanitaire.

Au-delà du fait de défier l'expertise scientifique mondiale, la médiatisation de la sémantique a suivi les contours d'une géographie asymétrique des sens et des représentations. Les mots des experts étaient d'autant équivoques qu'ils communiquaient publiquement et de façon discordante leurs solutions contre le virus. Dans une telle confusion, communiquer avec une mosaïque de « grand[s] public[s] internation[aux] » s'avère périlleux aussi,

¹ Ce terme ne saurait prendre ici le sens normatif qu'on lui attribue en droit. Il est donc employé pour rendre compte des difficultés médico-scientifiques auxquels les experts ont été confrontés. Le virus ayant pour caractéristique particulière sa forte capacité de mutation.

² « Petit abécédaire des mots qui nous assaillent en temps de pandémie ».

<https://www.lepoint.fr/societe/petit-abecedaire-des-mots-qui-nous-assaillent-en-temps-de-pandemie-18-04-2020-2371947_23.php>.

bien sûr, le plan psychologique, sociologique, anthropologique, culturel... que philosophique. Comment donc rendre réceptif un discours institutionnel international sans buter sur les différences de systèmes de représentations ? Comment rendre efficace la mesure de la « distanciation physique » ou « sociale » dans une société où l'affermissement des relations sociales passe par les liens physiques ? Par exemple, on aura éprouvé le défi communicationnel, au moment du passage du jargon médico-scientifique avec ses exigences hautement scientifiques comme les mots « Sars Cov 2 », « Coronavirus », « Covid 19 », etc. à l'approche de masse, qui recourt à des expressions moins rigoureuses telles que « virus chinois », « variant anglais », « variant sud-africain », « variant indien » ou encore « variant delta ».

Dans le même sillage, dans la littérature mondiale, on pouvait inventorier les formulations suivantes : « panique sociale », « panique sociétale », « réactions de panique » (Javelo & Weiner, 2020), qui rendaient compte de l'état d'esprit des populations. À cette inflation de termes, qui permet de confronter l'impératif d'une parole médiatique « fluide » à celui d'une parole rigoureusement scientifique, s'ajoute la controverse sur l'origine du virus. Celle-ci a failli même déclencher une crise diplomatique dans la crise sanitaire, tant la communication publique internationale devait mettre en synergie les dimensions politiques, diplomatiques et économiques, d'une part, les implications socioculturelles, d'autre part.

Ainsi, l'OMS¹ a bien compris que la notion de « virus chinois », avait non seulement une connotation péjorative, voire discriminatoire, mais aussi une portée diffamatoire. Elle a surtout compris le risque d'incident diplomatique que cela était susceptible de provoquer dans un contexte où la Chine était pointée du doigt comme responsable de la crise (*Le Monde*, 29 mars

¹ « S'appuyant sur les enseignements tirés de la dénomination des maladies infectieuses dans le passé, en particulier les énormes impacts négatifs causés par la dénomination du syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) en 2012, l'OMS, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé animale et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, a identifié les meilleures pratiques pour la dénomination des nouvelles maladies infectieuses humaines le 8 mai 2015. Selon ces directives, la dénomination d'une maladie doit éviter les lieux géographiques, les noms de personnes, les espèces animales ou les aliments, les termes concernant la culture, la population, l'industrie ou la profession (par exemple, celle de légionnaire) et ceux incitant à une peur excessive ». Ce texte est extrait du site de l'ambassade de la république de Chine en France. <http://fr.china-embassy.gov.cn/fra/zgyw/202005/t20200513_2580355.htm>. [Consulté le 12 mai 2022].

2021). La réponse communicationnelle a ainsi conduit au choix de l'appellation « Covid 19 » : une formule qui est censée concilier la science, la sémantique de consensus et la prononciation digeste. De la même façon, quand Antonio Guterres¹ prédit pour l'Afrique « des millions de morts » dans une interview reprise par plusieurs médias internationaux, il déclenche une colère mais aussi une réaction dénonçant un thésaurus et une vulgate condescendants. L'économiste-essayiste sénégalais Mamadou Felwine Sarr² l'avait regretté en ces termes : « il suffit d'une pandémie pour que les représentations négatives sur le continent africain remonte ».

De surcroît, c'est au plus fort de la crise que les récits de spécialistes s'affrontaient pour théoriser la pandémie et ses enjeux. Pendant ce temps, les amateurs comme les géants consommateurs de l'information (Wolton, 2012 : 149) prenaient leur revanche sur son traitement et sa diffusion dans tout le processus de médiatisation. Entre les défenseurs d'une origine environnementale et les tenants de la théorie d'une guerre bactériologique (Ramoon, 2020) ou les partisans du complotisme (Barnérias, 2021 ; Chavouet, 2020), aucune approche n'a suffisamment convaincu des citoyens susceptibles de mettre en cause les arguments de chaque camp. Les fantasmes sur « nouvel ordre mondial » (Leysin, 2021) monté de toutes pièces par des *ulliminatis* soucieux de contrôler le monde ont augmenté la méfiance (Haroche, 2010 : 53) vis-à-vis des États et des acteurs de l'industrie pharmaceutique en lui donnant une dimension mondiale (Desbord & Meunier, 2020). L'inefficacité de la communication des institutions publiques s'est renforcée avec le débat sur le vaccin. En plus du clivage qui s'est installé dans la communauté scientifique entre « pro » et « anti », c'est la multiplicité des vaccins³ et l'obligation d'en renouveler les doses de rappel qui accentuent le doute d'une opinion internationale polluée par les récits complotistes.

Mais que peut-on attendre d'un espace public mondial mis à mal et d'une opinion publique confuse ? Devant l'incommunicabilité (Galibert,

¹ « [...] Je crains qu'on aura en Afrique des millions et des millions de personnes infectées et même si la population est plus jeune que dans le Nord, que dans les pays le plus développés, il y aura nécessairement des millions de morts », a déclaré M. Guterres au cours d'un entretien diffusé par RFI, le 28 mars 2020.

² Voir dans le site : <<https://www.rtbf.be/article/felwine-sarr-il-suffit-d-une-pandemie-pour-que-les-representations-negatives-sur-le-continent-africain-remontent-10546592>>.

³ Pfizer, Astrazeneca, Moderna, Sinopharma, Jhonsen and Jhonsen sont autant de vaccins qui posent le débat sur la non mutualisation des expertises scientifiques des pays disposant des moyens nécessaires pour faire face à un même virus.

2009 : 237), face à « l'insaisissable », quel peut être le sens des mots ? Quelle est leur portée?

3- De la communication internationale à celle des institutions publiques sénégalaises

Devant la psychose globale, la communication publique, dans le contexte sénégalais de la pandémie, s'est retrouvée tenaillée entre la dimension mondiale et la dimension locale. Qui dit communication publique dit aussi communication des institutions étatiques (Pasquier, 2013), information destinée à la communauté citoyenne et ayant l'intérêt général en ligne de mire (Zémor, 2005). Ainsi, le Président, le Gouvernement et les autres institutions publiques deviennent non seulement les principales sources de l'information mais aussi lui donnent sens. Du fait de la crise inédite, cette forme de communication devient encore plus délicate, plus sensible en termes de risques car elle doit conjuguer les exigences des fondamentaux de la communication publique « normale » et « l'urgence et l'incertitude » d'une situation de frayeur collective. Ces dernières expliquent la mobilisation des autorités non-gouvernantes (chefs religieux, sportifs, artistes...) dans l'amplification des messages mais aussi la démultiplication des contenus dans les espaces de communication (radios, télévisions, presse, sites webs, réseaux socio-numériques, affichages...) La profusion de messages, d'acteurs producteurs de discours, de relais, de médiateurs, de commentateurs et de spécialistes avérés ou improvisés, etc. présente un risque pour la lisibilité et l'univocité du discours axé sur la crise sanitaire. Afin d'éviter la polyphonie sémantique déroutante, les institutions publiques sénégalaises ont dû recourir aux « éléments de langage internationaux » pour garder une cohérence. Cette stratégie s'est traduite par la vulgarisation de concepts scientifiques tels que « cas contact », « cas communautaire », « porteur sain », « taux de létalité », etc. mais aussi la promotion du vaccin.

Pourtant, l'observation permet de constater que la quête de l'efficacité recherchée a conduit les autorités sénégalaises à recourir à la tonalité internationaliste. Autrement dit, la communication publique internationale a largement inspiré, comme matrice, des éléments de langage appropriés, y compris le référentiel de la communication publique sénégalaise aussi bien dans le style, les termes que dans l'approche méthodologique (recours aux statistiques, monitoring, analyse prévisionnelle, webinaire). En cette période de crise, la communication publique internationale s'est efforcée de sortir de ses caractéristiques « d'internationalité », « d'officialité » et de « gouvernabilité » pour impliquer la fonction de créateur de liens communautaires. Il fallait,

pour atteindre des objectifs d'efficacité, concilier trois impératifs : la conformité (1), la transparence (2), l'intérêt général (3) et l'impératif d'implication.

3.1 L'impératif de conformité

Cet impératif fait référence à la conformité du discours des autorités locales à celle des autorités de la santé publique internationale et d'autres acteurs importants de la scène publique internationale. Il permet de s'approprier les recommandations des plus hautes autorités sanitaires afin de donner du crédit aux institutions publiques nationales. La crédibilité du discours des institutions sénégalaises ne pouvait pas faire fi des recommandations appelées « mesures-barrières » comme : « Bien se laver les mains avec du savon ou une solution hydro-alcoolique », « porter un masque », « éviter de se saluer avec la main », « observer une distanciation physique », « éviter des rassemblements », « nettoyer régulièrement les surfaces des objets courants »... Un narratif a été alors bâti et diffusé à travers toute sorte de support de communication (médiats audiovisuels, presse, sites, affichages...). La dimension mondiale de la crise ne pouvait que générer des catégories conceptuelles et des éléments de langage prenant les contours du fléau.

3. 2. L'impératif de transparence

Il met en situation l'importance de la clarté, de la sincérité et de la diffusion de la bonne information par l'institution publique. En effet, la pandémie du Covid 19 a été aussi une crise communicationnelle provoquée par une « infodémie » (Monnier, 2020) ou une avalanche d'intoxications informationnelles. Experts, professionnels de l'information et acteurs des espaces publics ont diffusé plusieurs récits contradictoires qui nécessitaient une transparence pour mieux conduire les processus médiatiques. En effet, dans cette confusion, la clarté était le plus grand défi du discours public institutionnel. D'ailleurs, l'une des forces principales de la communication publique repose sur la notion de transparence (Catellani & al., 2015) et la pédagogie de l'action publique (Zémor, 2005 : 9). Pendant la crise, la question de la transparence a été prise en charge par les interventions médiatiques journalières de l'équipe de riposte du ministère de la Santé avec les axes de communication suivants : les statistiques sur l'état de la pandémie au niveau national, régional, communal, etc. ; le rappel des « mesures-barrières » ; les mesures prises par les autorités pour protéger les individus ; la mise en disposition des informations sur le site web du ministère de la Santé ; les capsules de vidéo de sensibilisation.

3.3. L'impératif d'intérêt général

Cette condition met l'idée d'intérêt au centre de la communication publique (Ollivier-Yaniv, 2014) pour impulser une dimension collective dans la lutte contre la propagation du virus. La notion d'intérêt général est liée à celle de responsabilité. Elle n'a pas seulement une fonction sanitaire mais elle sert de lien social et politique (« faire nation, faire un »). La pandémie a réveillé la fibre patriotique des citoyens, exprimée dans une énonciation de « l'en-commun », du faire « faire ensemble » : « *Daan corona*¹ », « Je reste chez moi ». Donnant l'exemple, comme beaucoup de ses homologues, à travers un jeu-défi qui consiste à prêcher par l'action, en se lavant publiquement les mains comme indiqué, le chef de l'État a voulu montrer les enjeux liés à la notion d'intérêt général. Il l'exprime ainsi dans un de ses discours : « l'heure est grave. Et ne laissons au virus ni la vie ni nos vies ». Cette forme de communication de crise vise à construire un référentiel de communication « globale », à s'inspirer des décisions politiques majeures prises à travers le monde et à promouvoir l'éthique de la responsabilité. Ainsi, il fallait un référentiel communicationnel et un ensemble d'attitudes et de comportements à partager. Il faut préciser alors que ce référentiel est l'œuvre de spécialiste de la santé publique, notamment ceux de l'OMS et des organisations médicales légitimes. La matrice discursive de l'OMS mobilise un verbatim de la pandémie qui doit vite être assimilé pour une meilleure compréhension de la crise : « Coronavirus », « contagiosité », « cas positif », « cas contact », « cas communautaire »...

Dans les discours du chef de l'État comme dans ceux de la *task-force* coordonnée par le ministère de la Santé, le style et les « éléments de langage » ont tourné autour des recommandations de l'OMS tandis que la rhétorique était basée sur la dangerosité du virus, l'observance des « mesures-barrières » préventives, la nécessité du vaccin, la tenue régulière d'un monitoring sur les contaminations et les cas de décès, entre autres.

C'est l'action combinée des réseaux médiatico-technologiques et du système institutionnel qui a permis cette connexion et cette conciliation entre le global et le local dans la mise en œuvre de la stratégie de communication. L'annonce officielle de la présence du virus dans le pays tombe en début mars 2020 et s'inscrit dans une inévitable fatalité « mondiale ». Si le discours présidentiel le suggérait, l'inquiétude et la méfiance montaient tous les jours du fait d'une actualité à la tonalité macabre, portée par des titres de la presse internationale et reprise par les médias nationaux (radios, télévisions et médias sociaux). Le changement subit des programmes, avec la mise en

¹ « *Daan Corona* » est une formule en wolof qui peut être traduite littéralement par « vaincre le Corona »

place d'une multitude d'émissions et de chroniques médiatiques, en se teintant d'une tonalité funeste, installe « une panique morale » (Ogien, 2004) dans le pays. Les mesures politico-sanitaires prises par les autorités révèlent, quant à elles, le paradoxe de la *liance-déliance*, c'est-à-dire l'obligation de solidarité nationale et la nécessité d'une distanciation entre les membres d'un même corps national. « Pour s'en sortir, il faut s'enfermer »¹.

Qu'en est-il alors des béances observées au sein de la communauté nationale avec les premiers cas de contaminations « importées »? La problématique des représentations de la maladie s'invite dans le débat avec les perceptions divergentes des Sénégalais de la diaspora, décidés de rentrer chez eux, et des résidents permanents. Ces derniers, considérant que les premiers, en revenant inopportunément de l'étranger, épice de du virus, augmentent les risques de contamination. Par contre, pour les Sénégalais de la diaspora, il est inconcevable de s'éloigner des leurs pendant ces moments d'angoisse. Le malaise s'incruste dans les liens sociaux et, avec lui, un conflit de sens et de perception (Boyer, 2015). Mais c'est surtout la multiplication des « contaminations issues de la communauté » qui intensifie la panique et provoque des mesures politiques en vogue dans le monde : évitement, distanciation physique, cessation de certaines interactions corporelles, port du masque... La panique atteint un niveau sans précédent avec l'image du ministre sénégalais de la Santé, visiblement abattu par la tournure de la situation en pleine conférence de presse. Mine défaits, voix tremblotante, intonation capitulante devant les médias, le ministre, au-delà des informations, transmettait impuissance et fatalité. À y voir de plus près, les registres discursif et gestuel traduisent une posture défaitiste qui est en contradiction avec un appel à la riposte. Le style officiel choisi pour circonscrire la pandémie relevant de « l'alarmisme », voire du « catastrophisme », il n'a pas manqué d'impacter sur le moral national.

Ainsi, en dupliquant la rhétorique pessimiste des institutions internationales par l'usage d'un narratif défaitiste, d'éminentes personnalités publiques ont créé, via les réseaux socio-numériques, les conditions d'une *viralité* des peurs et des angoisses. Cette méthode de sensibilisation eut pour effet d'augmenter l'anxiété collective. En effet, sur la situation en Afrique, le ton chaotique d'Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations-Unies et de Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur de l'Organisation Mondiale de la

¹ Cet oxymore est le titre qu'un canard français avait imaginé au moment du confinement, provoqué par la circulation du virus.

Santé (OMS)¹ pouvait donner l'impression d'un clivage entre alerte sérieuse et peur réelle. *A priori*, l'opinion africaine ne pouvait distinguer dare-dare la sensibilisation par la frayeur de la mise en garde sérieuse sur la gravité de la crise. Or, même si ces approches ont été dénoncées, le style et l'esprit des discours n'ont pas été sans impact sur l'état d'esprit des populations.

4. La double contrainte d'une communication publique

Le 14 mars 2020, la première allocution du président sénégalais, Macky Sall, annonce des mesures fortes contre la pandémie, notamment l'interdiction des rassemblements et la fermeture des écoles et des universités. Les éléments employés dans le langage, la gravité de la tonalité ainsi que le cérémoniel de la communication reflètent le dispositif sémantique du catastrophisme installé par la communication publique internationale. Le caractère psychologiquement pesant du contexte sénégalais est renforcé par les taux élevés de contaminations et de décès en Europe et dans les Amériques, martelés à longueur de journées par les médias internationaux et nationaux.

Pourtant, le discours tente aussi de faire entendre une capacité d'action des autorités sénégalaises pour protéger leurs concitoyens. C'est une double contrainte qui pointe : celle du danger qu'il faut nommer sans ambiguïté et celle de la capacité de résilience. La notion de double contrainte, « double bind » (Bateson, 1956) ou l'injonction paradoxale est empruntée ici aux travaux de l'anthropologie de la communication pour rendre compte de situations tensionnelles où la communication publique reçoit des injonctions politiques, sanitaires ou de management de la crise. En fait, en s'adressant une seconde fois à ses compatriotes, le président Sall emprunte un ton expressément pessimiste. Bien que plus nuancée que celle de Guterres et de

¹Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations-Unies, et Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), ont tenu, chacun, un discours jugé catastrophiste, en annonçant le pire pour l'Afrique sur les effets du Coronavirus. Guterres disait, entre autres : « Et même si la population est plus jeune que dans les pays développés, il y aura nécessairement des millions de morts ». Quant au directeur général de l'OMS, il affirmait : « Mon continent devrait se réveiller », « L'Afrique doit s'attendre au pire ». Ces propos ont été mal accueillis par beaucoup d'Africains qui n'ont pas manqué de dénoncer une forme de condescendance. Achille Mbembe et Felwine Sarr ont réagi ainsi : « la pandémie du coronavirus a offert à certaines chancelleries occidentales matière à réactiver un afro-pessimisme que l'on croyait d'un autre âge. Dans les scénarii qui y sont élaborés, le visage de l'Afrique est celui d'un continent vulnérable, où les morts pourraient se compter non pas en milliers mais en millions d'individus. Il nous faut affirmer que ce scénario n'a rien d'une fatalité historique à laquelle le continent ne saurait échapper ».

Ghebreyesus, sa rhétorique catastrophiste n'en témoignait pas moins de la panique mondiale en cours.

Dès lors, il est aisé de comprendre le durcissement des mesures politiques et sanitaires et la terminologie chaotique ressentie, un peu partout, dans les communications publiques. Les termes « guerre », « riposte », « mortel », « ennemi », « crise », « danger », « grave », « mortel » ayant émaillé le discours du chef de l'État doivent avoir l'effet recherché de persuader les Sénégalais concernant les conduites à tenir... La caractérisation du Covid 19 est définitivement inscrite dans la catégorie de la psychose, du péril et de la mort. La panique de la population s'amplifie du fait du retentissement médiatique des milliers de cas de contamination et de décès enregistrés dans le monde. La carte des chiffres de la pandémie montre une tendance haussière qui ne pouvait que renforcer l'énonciation macabre des personnalités publiques. Mais les Sénégalais ont surtout mesuré la frayeur de la maladie avec la multiplication des cas de contaminations « importés » et ceux dits « communautaires ». Ainsi, il s'ajoute à cet environnement déjà psychotique un air de traumatisme généralisé. En occupant tous les agendas, le Covid 19 bouleverse les ordres établis et remet en cause des habitudes sénégalaises bien ancrées.

Au plus fort de la crise, pendant que les thèses des spécialistes s'affrontaient, les consommateurs d'information prenaient leur revanche sur le traitement et la diffusion dans tout le processus de médiatisation de la pandémie. Entre les défenseurs d'une origine naturelle et environnementale et les tenants de la théorie d'une guerre bactériologique (Ramoona, 2020), défenseurs du complotisme (Barnérias, 2021 ; Chavouet, 2020), aucune approche n'a suffisamment convaincu des citoyens susceptibles, sinon de tout commenter, du moins de transformer tout en débat.

5. La communication « mille-feuille » et ses contradictions

Le caractère éclectique de la communication, qui faisait cohabiter la communication publique, la communication politique, la communication sociale, la communication médico-scientifique et la communication de crise, est le premier facteur de la fragilisation de la communication. Pendant les premières semaines, la dimension communication publique et socio-sanitaire l'a remporté. Mais cette victoire ne pouvait pas résister à l'épreuve de la longue temporalité du processus de déploiement de la pandémie et du caractère complexe du virus, de ses mutations et de ses conséquences sur les autres dimensions de la vie...

Dès lors, on peut observer que la dimension politique et stratégique reprend le dessus. L'exigence de gestion des « crises dans la crise » s'est imposée et la matrice discursive sécuritaire a été mise en œuvre. Elle tourne autour de la sécurité sanitaire et humaine, de la gestion et de la promotion de l'action d'aide aux impacts du Covid et de la rivalité de visibilité entre les acteurs des institutions publiques. D'autres points, tels que la prise en charge de la relance de l'économie, celle de l'éducation (le retour à l'école, les examens, la continuité pédagogique à l'université), la gestion des frontières, du trafic international, du droit à la mobilité des sénégalais, des demandes de la diaspora, sans parler de la gestion des défiances à l'autorité, sont aussi concernés.

En outre, cette réponse politique rapide s'explique par le fait que les autorités devaient faire face aux défiances populaires : certains quartiers de la banlieue dakaroise, ne supportant pas les conditions difficiles imposées par le couvre-feu, ont fini par se révolter et des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre ont eu lieu avec des dégâts humains ; aux défiances religieuses/communautaires, caractérisées par l'organisation de manifestations à caractère religieux dans certaines villes comme à Kaolack (Médina Baay) et à Touba, au nom de la prééminence de de l'acte d'adoration de Dieu sur toute autre chose ; à la faillite de l'autorité publique notamment en matière de transport : le transport clandestin, nonobstant la présence des forces de l'ordre préposées sur les routes, ont fini par donner l'impression aux citoyens que le discours de l'autorité souffre de crédibilité.

CONCLUSION

La stratégie de communication publique mise en œuvre par les autorités sénégalaises présente un double aspect : une dimension offensive et « autoritaire » et une dimension défensive et de dialogue. La première est dite offensive parce qu'elle avait pour but d'affirmer la force de l'État par sa capacité d'anticipation, d'organisation et de contrôle de la situation. Elle pouvait utiliser la répression, la contrainte, les menaces pour faire atteindre les objectifs du moment. Cette posture de l'État devait susciter des attitudes, des comportements et des gestes qui réduisent et anéantissent le Covid 19. La deuxième est dite défensive parce qu'elle était l'expression à la fois d'une fermeté mais aussi d'une souplesse et d'une capacité de compréhension et de dialogue avec des citoyens vulnérables face à la pandémie. Elle devait surtout prendre en compte la cohésion sociale face à une panique générale. Il fallait trouver un équilibre entre un discours qui frise l'autoritarisme et celui de la co-responsabilité.

Dans le contexte sénégalais de la pandémie, même si la communication des institutions publiques a été fortement marquée par la tonalité des institutions internationales, force est de constater que les aspects de communication politique, de communication de crise et de communication sanitaire ont obligé les autorités à s'adapter en les conciliant pour atteindre l'objectif de contenir la pandémie. S'il est prématuré de faire le procès de la communication publique sénégalaise pendant la pandémie, il est tout même possible de constater son glissement vers une communication politique et une communication de crise. Elle devait s'occuper à la fois du danger, de la crise, des conflits d'intérêts, de l'angoisse et de la mort.

BIBLIOGRAPHIE

- BATESON Gregory, JACKSON Don D., HALEY Jay, WEAKLAND John (1956). Towards a theory of schizophrenia (Vers une théorie de la schizophrénie). In *Systems Research and Behavioral Science*, Vol. 1, N° 4, 251-264
- BARNERIAS, Pierre, Nicolas RÉOUTSKY et Christophe COSSÉ (2020). « Hold Up : retour sur un chaos », film documentaire, sorti le 11 novembre 2020 sur Vimeo.
- BOURDIEU, Pierre (1993). *La misère du monde*. Paris : P.U.F.
- BOYER, Elsa (2014). *Le conflit des perceptions* Paris : Éditions MF.
- COSTE, Joël, Philippe BIZOUARN & Alain LEPLEGE (2020). L'épistémologie troublée de la première vague de recherche sur la Covid-19. In **Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique**, Vol. 68, n° 5, 269-271.
- EGAN, Valentine (2001). La communication dans les organisations internationales : perception et reconstruction du discours. In *Meta*, XLVI, 4, 699-710.
- GALIBERT, Charlie (2009). L'incommunicabilité dans le cadre de la pratique anthropologique. In *Socio-anthropologie*, n° 23-24, 237-268.
- HAROCHE, Claudine (2010). L'inévaluable dans une société de défiance. In *Cahiers internationaux de sociologie*, 2010/1-2, n° 128-129, 53-78.
- JAVELOT, Hervé, Luisa WEINER (2020). Panique et pandémie : revue de la littérature sur les liens entre le trouble panique et l'épidémie à SARS-CoV-2. In *Encephale*, 46, 3^{ème} semestre, 93-98. DOI:10.1016/j.encep.2020.05.010
- LEYSIN, Cyril (2019). *Le nouvel ordre mondial démasqué*. Chiré-en-Montreuil : Édition de Chiré. 780 p.
- MOINET, Nicolas (2012). Entrevue avec Dominique Wolton. In **Communication et organisation** [En ligne], 42 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2013, URL : <<http://journals.openedition.org/communicationorganisation/3918>> ; DOI : <<https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.3918>> [Consulté le 07 décembre 2022].
- Morin, Edgar (2016). *Pour une crisologie*. Paris : Éditions de L'Herne, coll. « Les carnets de l'Herne ». 72 p.
- MONNIER, Angeliki (2020). Covid-19 : de la pandémie à l'infodémie et la chasse aux fake news. In *Recherches & éducations*, Hors Série | mis en ligne le 05 décembre 2022. <<http://www.openedition.org/recehrcheseducations/9898>> [Consulté le 30 octobre 2021].
- OLLIVIER-YANIV, Caroline (2014). La communication publique communication d'intérêt général et exercice du pouvoir. In Stéphane Olivesi, *Sciences de l'information et de la communication*. FONTAINE, Presses universitaires de Grenoble, 103-118.
- RAMOON, Freddy (2020), *Nouveau Coronavirus (covid 19) : hasard de la nature ou arme biologique* (French Edition). Independently published. 73 p.
- ZEMOR, Pierre (2005). *La communication publique* (1995). Paris : P.U.F., Coll. « Que sais-je ? », n° 2 940. 128 p.

**Achévé d'imprimer sous les
Presses de l'Imprimerie Alam Technology and Design
29, Yoff Apepsy 3, Dakar (Sénégal)
Janvier 2023**

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION (RAC)



La *Revue Africaine de Communication (RAC)*, qui s'adresse aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La *RAC*, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication est évident.

Ce numéro de la *Revue Africaine de Communication* se donne, entre autres, pour objectif d'élargir le débat sur la nécessité du journalisme économique, un nouveau paradigme du journalisme qui a pour mission fondamentale la vulgarisation des résultats de la recherche, des méthodes et des pratiques dans les sciences, l'environnement, la santé, etc.

